

Lundi 4 juin 2012

pour la construction d'un parti des  travailleurs communiste révolutionnaire

Renforcer le parti des luttes !

Les ouvriers d'Arcelor-Mittal à Florange viennent d'apprendre que les hauts-fourneaux du site resteront fermés pour six mois supplémentaires. Six mois de chômage, avec une paye amputée, au bout desquels ils ne savent toujours pas si la production redémarrera et si leur emploi sera conservé. Vendredi des dizaines se sont rassemblés devant leur direction, à Saint-Denis. Ce lundi, ils rencontrent Hollande et son ministre du « redressement productif ». Mais ils comptent sur leur détermination pour que Hollande « ne fasse pas l'impasse sur sa promesse »... de campagne électorale.

À nous de jouer notre propre carte

Car à peine l'élection présidentielle passée, les plans de licenciements et fermetures d'entreprises explosent. Dans l'automobile (avec notamment PSA), la téléphonie (SFR), la grande distribution (Auchan, Carrefour, Conforama), les transports (Air-France, SNCM), la chimie (Pétroplus), sans parler de La Poste et d'une multitude de plus petites entreprises.

Jusque dans l'agro-alimentaire, avec Doux, le grossiste de la volaille. En plus des travailleurs menacés de licenciements, ce sont les paysans, les volaillers bretons, qui ne sont plus payés depuis des semaines. Alors que ministres et hauts fonctionnaires sont au chevet du PDG du groupe, pour le renflouer, ce Monsieur Doux est allé, derrière le dos des « négociateurs », déposer le bilan. Cela témoigne à la fois du peu de poids du nouveau gouvernement face à tous ces patrons voyous, mais surtout de son absence totale de volonté de s'appuyer, pour les contraindre, sur les forces et les espoirs des travailleurs.

Le ministre de l'esbroufe du « redressement », Montebourg, n'a pas proposé une seule mesure concrète et radicale pour enrayer les licenciements. Aucune interdiction ! Aucune rétorsion ! Il déclare au contraire qu'en ce domaine il faut s'attendre à « des échecs » ! C'est sûr, quand on se contente de promettre aux patrons de nouvelles subventions, tout en leur laissant les mains libres.

« Tables rondes » pour tenter de nous endormir.

Montebourg promet des « tables rondes », comme à Fralib, où il explique qu'il va falloir, « qu'Unilever mette de l'eau dans son vin ». Question de dire qu'aux travailleurs aussi et surtout, il compte demander de nouveaux sacrifices.

Avec sa « grande conférence économique et sociale » prévue avant le 14 juillet, le gouvernement attend des syndicats qu'ils l'aident à noyer le vin, ou

le poisson. Il a déjà des volontaires pour ce petit jeu, à commencer par François Chérèque, qui au nom de la CFDT affirme l'« infaisabilité du Smic à 1700 euros » ! Dans les hautes sphères syndicales, on se montre bien plus intéressé par cette grand-messe que par la préparation de la nécessaire riposte du monde du travail.

Pourtant, avec la crise, engendrée par l'avidité des patrons et des banquiers, des travailleurs entrent en lutte. En Grèce, comme en Espagne où les mineurs étaient en grève la semaine dernière, comme dans le reste du monde. Jusqu'à cette révolte des étudiants du Québec contre l'augmentation des frais d'études, auxquels parents et grands-parents se sont joints. Partout, la colère est bel et bien là, et éclate, contre l'austérité imposée aux travailleurs et aux plus pauvres.

Nous serons une majorité... de travailleurs en lutte !

Reste ici en France, l'épisode des législatives. La gauche voudrait nous faire croire qu'il serait décisif que Hollande ait une majorité à la chambre des députés. Une majorité pour décider séance tenante l'interdiction des licenciements, l'augmentation des salaires et le Smic à 1 700 euros, entre autres ? Ou pour continuer à nous lanterner en prétendant que notre avenir dépend d'on ne sait quelle « croissance ».

Il n'y a rien à attendre de ces élections.

Montrons notre colère et notre méfiance.

Votons pour les candidats d'extrême gauche là où ils se présentent, se réclamant de notre camarade Philippe Poutou, candidat du NPA aux présidentielles, ou de Nathalie Arthaud de Lutte Ouvrière.

Votons pour un programme de défense des intérêts du monde du travail, que nous imposerons tous ensemble par nos luttes.

« Vis ma vie » : un projet de société ?

« Vis ma vie » : l'émission de télé-réalité, arrêtée en 2007, consistait à faire partager à des stars la vie du commun des mortels, et vice versa : Michael Youn en assistant dentaire, un boucher à la place de l'animateur radio Arthur.

Aux Achats, le concept a été repris afin, nous dit-on, de mieux faire connaître le contenu des métiers. Chiche ! A quand Carlos Ghosn dans la peau d'un Etam ? Les épisodes « prend mon salaire » ou « prend mon robot encollé » risquent de le surprendre un peu...

Vous êtes trop sensibles

Depuis le lancement de la Gestion Dynamique des Compétences en février 2011, la précarité porte des couleurs chatoyantes : « mobilité intersites », « employabilité » et « transmission des savoirs » sont au menu. La GDC, c'est aussi l'opposition des métiers en « sensibles », « critiques » ou « stables ».

Au A4, ce sont près des trois quarts des effectifs qui sont depuis peu dits « sensibles ». Une manière de pousser les salariés peu à peu vers la porte de sortie ? Le maintien des emplois, au A4 comme ailleurs, on l'imposera par la mobilisation !

Prototypes migrants

Le Département Fabrication Pièces Proto Mécaniques (DF3P), déplacé de Boulogne à Cléon il y a quelques années, est menacé : mais pour aller où ? À Rueil, dit-on ? En Roumanie ou en Inde, comme les boîtes de vitesses mécaniques ? Dans l'ingénierie comme dans les usines, les projets ne cessent de migrer en fonction. Mais l'objectif est toujours le même : réduire les coûts et augmenter les profits. Nous avons notre mot à dire sur des décisions qui concernent nos emplois !

Tout-électrique : double-six ou avaler les dés ?

Dans un récent dossier du *Monde* « Eco & Entreprise », le projet de Renault axé sur les véhicules « tout-électrique » est qualifié de « pari fou ». La direction prévoit en effet que 10 % des 80 à 100 millions de véhicules vendus chaque année seront électriques, et prétend, au passage, contribuer à la sauvegarde de la planète.

« Tout-électrique » ou pas, les pressions sur les salaires et sur les emplois s'intensifient. Pile ils gagnent, face on perd : cherchez l'erreur. Les salariés ne doivent pas faire les frais des « paris » de la direction.

Les boîtes de vitesses dans une boîte à chaussures ?

Officiellement, le plan Losange, qui prévoyait la fermeture du CTR, a été abandonné. Mais des déplacements de salariés de Rueil à Lardy sont en

cours. L'atelier de démontage/analyse boîte de vitesses de Lardy doit ainsi accueillir ceux des moteurs de Rueil. Mais la place manque !

Si le projet actuel est appliqué, ce sont les conditions de travail qui vont se dégrader : organisation du travail, partage des établis, bruit, température l'été et l'hiver... Pas question de sacrifier nos conditions de travail pour permettre à la direction de faire des économies d'échelle.

Variable d'ajustement

« Je m'adresse à vous car l'entreprise traverse une passe très difficile ». C'est sur ce ton, volontiers dramatique, que le Directeur Commercial Groupe, Jérôme Stoll, débute son courrier à destination des salariés de la DC. Selon lui, la « baisse du marché européen, et en particulier français » non compensée par la croissance à l'international, moins forte que prévue, contraint l'entreprise à « prendre des mesures de recul ou d'annulation de projets ».

Une mauvaise passe qui n'empêche pas de verser 450 millions d'euros de dividendes. Les salariés Renault et les prestataires qui travaillent sur ces projets passeront après.

Une certaine idée de la solidarité

M. Stoll exhorte à mener la « chasse au gaspi » et à faire preuve de « civisme d'entreprise » afin de passer cette crise. « Un euro est un euro », dit-il. Du civisme, certains dirigeants pourraient en faire preuve tout de suite en reversant leurs primes et leurs augmentations mirobolantes. Qu'ils commencent par montrer l'exemple.

Pas que des mauvaises nouvelles

Avec un dividende de 20 yens par action en 2011, Carlos Ghosn, qui possède plus de 3 millions d'actions Nissan, a empoché 620 000 € en plus de son salaire (toujours pas rendu public). La « passe difficile », ce n'est pas le cas de tout le monde.

Chantage à l'emploi = hausse de l'exploitation

« Travaillez plus pour gagner moins, on vous licenciera plus tard ». Voilà le marché de dupes que la direction de PSA propose aux salariés de Sevelnord. Cette usine était, avec Aulnay et Madrid, l'une des trois dont la fermeture à court terme avait été initialement programmée par PSA. Le chantage est le suivant : blocage des salaires pour 3 ans, suppression de centaines d'emplois, et flexibilité totale des horaires, contre un hypothétique maintien du site.

En 2010 General Motors avait imposé, sous prétexte de « sauver les emplois » de tels sacrifices à son usine de Strasbourg... dont GM parle à nouveau de se débarrasser. Bien fou celui qui accepterait des sacrifices en croyant à la parole d'un patron !